



Mémoire et vérité

## Défense : l'heure des choix

L'article du chef d'état-major des Armées (CEMA), paru le 20 décembre dans *Les Echos*, a suscité de nombreuses réactions. C'est bien la preuve que les chefs militaires doivent s'adresser non seulement aux élus mais aussi aux Français par le canal des médias car leur discours est repris.

Le message est clair : il est indispensable et urgent de relever la part du PIB consacrée à la Défense et de poursuivre ce redressement dans la durée, faute de quoi nos capacités militaires, qui déclinent inexorablement, s'effondreront brutalement.

En cette année d'élections présidentielle et législatives, ce message doit être entendu et compris par toute la Nation et, au premier chef, par ceux qui aspirent à assumer la responsabilité de « chef des Armées ».

### Quel effort faisons-nous ?

La situation de notre armée a été présentée encore récemment, lors de l'audition des chefs d'état-major devant les députés et les sénateurs; elle est donc bien connue des élus. Elle l'est moins des Français même si les sondages révèlent que la majorité de nos compatriotes demandent une augmentation des ressources de la Défense ainsi qu'une modernisation des matériels et des équipements des armées pour assurer leur crédibilité dans l'avenir.

Cette situation critique est dangereuse. Elle est la conséquence prévisible d'une baisse délibérée et continue de la part du PIB consacrée à la Défense durant des décennies.

En 1980, nous consacrons 3% (hors pensions) de notre richesse nationale à la Défense. En 2019, à la fin de la loi de programmation militaire (LPM), nous devons arriver à 1,4% mais les attentats de Paris ont contraint le gouvernement actuel à annuler les réductions d'effectifs prévues jusqu'en 2019 et à maintenir la part de la Défense au niveau de 2015 c'est-à-dire à 1,5% (hors pensions) et non pas à 1,8% du PIB comme on peut le lire parfois. Cette différence de 0,3% correspond au montant des pensions de retraite qui est maintenant pris en compte dans certaines comparaisons, notamment par l'OTAN.

### Le seuil de rupture

Cette érosion continue des ressources pendant plus de 35 ans a entraîné une réduction importante de la force nucléaire de dissuasion qui conserve cependant encore sa cohérence. Mais sa modernisation permanente exige des ressources financières importantes que la LPM actuelle ne prévoit pas, au point que certaines voix proposent de l'abandonner. Si tel était le cas, mesure-t-on bien les conséquences d'un tel renoncement sur le plan de notre capacité à répondre alors à un chantage nucléaire et sur celui de notre crédibilité politique, militaire mais également technologique ?

18, rue Vézelay 75008 Paris

Tél : 01 42 25 48 43 - Courriel : [secretariat@asafrance.fr](mailto:secretariat@asafrance.fr)

Site : <http://www.asafrance.fr>

Association 1901 déclarée le 27 mai 1983. J.O. N° 57322 GR 182 - Fédération A. Maginot

En réalité, l'essentiel des économies s'est fait au détriment des forces conventionnelles qui contribuent, elles aussi, à la dissuasion et qui sont, si souvent, engagées dans les opérations de guerre. Leur efficacité est aujourd'hui remise en question en raison de l'absence ou de l'insuffisance de plusieurs capacités d'action et de la grande vétusté de nombreux matériels.

### **La vie quotidienne**

Les conditions matérielles de vie deviennent sous certains aspects inacceptables. Ainsi, six ans après le constat d'échec du logiciel *Louvois* utilisé pour le paiement des soldes de l'armée de Terre, 15% des militaires (tous grades confondus) de cette armée ne reçoivent toujours pas le montant exact des rémunérations auxquelles ils ont droit. Quelle administration, Bercy compris, ou quelle entreprise française continuerait de fonctionner dans ces conditions ?

S'agissant des locaux dans lesquels vit et travaille le personnel, la dotation pour leur entretien a été divisée par trois en quelques années. Est-ce la meilleure façon de traduire, à nos soldats, la reconnaissance de la Nation martelée dans tous les discours officiels ?

### **Prendre la parole**

La situation est critique ; la paupérisation, hier rampante, est maintenant visible. N'en déplaise à un éphémère ministre de la Défense qui contestait récemment sur son blog le droit au CEMA de s'exprimer dans la presse, il est indispensable que les chefs militaires expliquent dans les médias, y compris à la télévision, et directement aux Français, la situation de nos forces, leurs atouts mais aussi leurs fragilités et leurs besoins. Car si les armées obéissent au pouvoir politique, nos concitoyens doivent être également informés sur la Défense par les « hommes de l'art ».

En outre, les chefs militaires ont un devoir imprescriptible vis-à-vis des hommes et des femmes qu'ils commandent au combat : c'est celui de veiller à ce que ceux-ci disposent des matériels et des soutiens nécessaires pour accomplir leurs missions en toutes circonstances. Cette responsabilité morale reste permanente et totale.

### **Réagir**

Parce que nous sommes en guerre pour longtemps et sur plusieurs fronts et qu'il nous faut simultanément prévoir le maintien à niveau technologique de la dissuasion nucléaire, remplacer et moderniser nos matériels et enfin retrouver un niveau d'entraînement supérieur et des conditions de vie décentes, nous devons réagir vigoureusement.

Actuellement à 1,5%, **la part du PIB consacrée à la Défense doit être remontée à 2% au plus tard en 2020, mais il faudra ensuite poursuivre l'effort durant la prochaine décennie.** La Défense est une nécessité et un atout pour la France ; elle est devenue aujourd'hui une urgence absolue.

*LA REDACTION*  
([www.asafrance.fr](http://www.asafrance.fr))